

Le nouvel AGFIP, M. C. RATEL, fraîchement arrivé dans notre direction (au 1er juillet 2010) a reçu l'Union SNUI Sud Trésor Solidaires ce jeudi 15 juillet 2010. Pendant près d'une heure trente, l'Union a pu présenter ses sujets de préoccupations essentielles concernant la DRFIP du Nord, ses agents, ses missions et les moyens pour les réaliser. Cette entrevue a été l'occasion pour notre organisation d'échanger sur la question des emplois, des conditions de travail, des structures et des moyens qui nous sont donnés pour réaliser nos missions de gestion publique et de fiscalité.



### L'emploi

L'Union a une nouvelle fois dénoncé les suppressions dont notre direction est une des toutes premières cibles sur le plan national et ses conséquences sur les agents. En réponse, M. RATEL a d'abord tenu à rappeler que le contexte conduirait à poursuivre les suppressions d'emplois. Il entend cependant les traiter en veillant à un meilleur pilotage au travers du dialogue de gestion, en fixant des objectifs réalistes et atteignables (« *on ne travaille pas pour les indicateurs* ») ou s'attachant au bon dimensionnement des équipes (ex de l'accueil).

### Sur les structures

L'Union a soulevé un certain nombre de points de crispation dans l'organisation des services, en citant notamment les sites plus particulièrement sous pressions (Roubaix, Dunkerque, Tourcoing, Lille Cité ou Cambrai) et en souhaitant des précisions quant au devenir de certains services ( Accueil, services de contrôle fiscal, FI, CDI/CDIF, Antenne de Valenciennes).

La réponse du Directeur a porté sur l'organisation de l'accueil des SIP en précisant que le renfort des agents ne devait pas se faire au quotidien hors des périodes de campagne. Sur le contrôle fiscal, il a rappelé son attachement à cette mission et reste optimiste sur son avenir en soulignant que la séparation gestion/contrôle allait dans le bon sens pour conduire à la spécialisation. Cependant, il a reconnu qu'il fallait les moyens, la technicité et veiller à la localisation des emplois.

Sur le rapprochement CDI/CDIF, il a indiqué qu'il fallait en priorité stabiliser les réformes en cours (SIP, GFU) et qu'à son avis le rapprochement nécessitait un réexamen total du dispositif.

S'agissant de l'antenne de Valenciennes, si sa pérennité ne peut être garantie à long terme, son devenir immédiat n'est pas en cause.

### Sur la gestion publique

L'Union SNUI Sud Trésor Solidaires a abordé le problème des petites trésoreries, la mise en place des services facturiers, de Chorus et l'installation du Centre de gestion des retraites (CGR).

Concernant Chorus, le directeur a souligné que le retard se résorbait doucement mais que la mise en place restait complexe du fait du caractère interministériel de la gestion. Le service basculera sur Chorus au 1er janvier 2011 et les emplois devront être pourvus au 1er septembre pour le volet interministériel. Pour M. RATEL, Chorus permettra l'application de la LOLF conduisant à mesurer les coûts de toutes les interventions de l'État.

Le CGR s'installera dès le 28 juillet au 9ème étage de la Cité Administrative avec la précision que les locaux seront nettoyés complètement.

### Les conditions de travail

L'Union a aussi abordé les conditions de travail liées aux réformes et aux suppressions d'emplois en s'appuyant notamment sur le rapport annuel alarmant des médecins de prévention. Notre organisation a cité en exemple les difficultés de l'accueil ou la pression des indicateurs (SIP et SIE). L'union a rappelé que ce constat avait été fait unanimement dans le DUERP où les risques psycho-sociaux représentaient 30 % des remontées.

C'est toujours en termes d'organisations et de gestion des équipes que le directeur a répondu.

Sur l'accueil du public et suite à la diffusion aux agents des protocoles d'ouverture, L'union a tenu à rappeler son opposition catégorique à l'ouverture des accueils SIP durant la pause méridienne, y compris lors des campagnes. L'Union a fermement indiqué que cette remise en cause nous conduirait directement au conflit, en appelant s'il le fallait les agents à la grève.

**Pour l'Union, M RATEL n'a fait que des réponses trop attendues et sans surprise (organisations du travail et management). Il semble néanmoins ouvert au débat sur l'ensemble des sujets. L'union SNUI Sud Trésor saura débattre quand il le faut mais aussi passer à l'action si nécessaire.**